

Le père Noël passe en novembre

Depuis le lancement de la campagne pour les élections législatives, deux des trois prétendants au poste de Premier ministre multiplient les promesses au jeu du qui dit mieux pour tenter d'appâter le maximum d'électeurs. Le MMM, lui, est plus pragmatique.

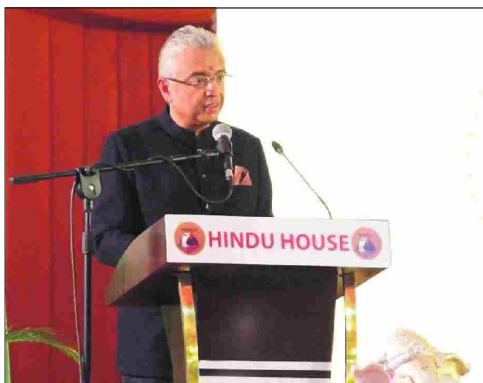
Noël passera un bon mois en avance pour les Mauriciens. Deux des trois prétendants dans la course au poste de Premier ministre, Pravind Jugnauth et Navin Ramgoolam, rivalisent d'imagination depuis le début de la campagne pour les élections législatives du jeudi 7 novembre pour tenter d'amadouer le maximum de votants leur offrant le plus beau « cadeau ». Quitte à joindre le ridicule à l'absurde.

De la pension aux gramounes à 15 500 roupies (337,5 euros) au lieu des 6 200 roupies (155 euros) et une hausse de salaires aux fonctionnaires pour le gouvernement sortant à la baisse du tarif d'électricité à 25% et du prix de la bonbonne de gaz ménager pour tout le monde ou le certificat de moralité requis uniquement pour les homicides et les délits sexuels pour l'opposition, les Mauriciens ont l'embaras du choix.

Cette surenchère pousse les internautes sur les réseaux sociaux à prédire que les politiciens vont vendre aux Mauriciens d'autres promesses farfelues à la place d'un vrai débat sur la politique économique. Ou à énoncer leur manifeste électoral bien avant la présentation de leurs candidats.

Le Premier ministre sortant Pravind Jugnauth a été le premier à promettre une hausse de la pension aux gramounes bien avant d'avoir annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale (voir Quotidien du 4 octobre). Il a ensuite détaillé cette hausse durant la campagne électorale face aux critiques de l'ancien chef de gouvernement Navin Ramgoolam qui l'a mis au défi de réaliser cette promesse dès janvier.

Pravind Jugnauth ayant précisé que cette hausse ne sera effective qu'à la fin du prochain mandat, soit en 2024, il a dû revoir sa copie en annonçant qu'elle sera indexée sur le salaire minimum qui est actuellement à 9 900 roupies (260,5 euros) dès décembre. Face aux promesses pour le moins semblable de Navin Ramgoolam, il promet un mécanisme de promotion



Pravind Jugnauth a promis une hausse de la pension aux gramounes et une hausse de salaire aux fonctionnaires.

automatique aux policiers après vingt ans de carrière ainsi qu'à des 100 000 roupies (2 631 euros) aux chauffeurs de taxi pour l'achat d'un nouveau véhicule.

10 parcs et trois forêts endémiques

Pravind Jugnauth fait valoir que l'Etat va accorder jusqu'à 1 million de roupies (26 315 euros) aux patients nécessitant des interventions chirurgicales à l'étranger ainsi qu'un billet d'avion gratuit à leurs accompagnateurs. De même que l'abolition de la taxe municipale pour les propriétaires d'un seul logement. Un brin écolo, il annonce la création de 10 parcs et de trois forêts « endémiques ».

Un brin démagogique, Navin Ramgoolam assure qu'il va permettre aux simples agents de passer au grade de sergent après seulement cinq ans dans la force policière. Lui-même grand adepte de transferts « punitifs », il affirme que cette pratique n'aura plus cours s'il devient Premier ministre. Ce type de transfert s'applique particulièrement aux policiers qui ont eu le malheur de dresser un PV à

un député de la majorité ou un proche d'un ministre...

Il déclare qu'il va aussi geler le projet Safe City, affirmant que les caméras de vidéosurveillance ont été installées à travers le pays violent la vie privée. Ça ressemble étrangement aux promesses de l'Alliance Lepep en 2014 qui disait qu'elle allait enlever les radars anti-vitesse, mais qui les ont réactivés quelques mois plus tard... Son partenaire au sein de l'Alliance nationale, Xavier-Luc Duval, lui, a simplement fait ressortir que la loi autour de l'utilisation des images de vidéosurveillance sera revue.

Fin de la redevance télé

L'Alliance nationale brandit également l'abolition de la redevance pour la télévision nationale qui n'est que la boîte de propagande du pouvoir en place ainsi que l'abolition tout court de la taxe municipale. Un plan d'aide aux planteurs de la canne à sucre est proposé, de même qu'une allocation de mauvais temps de 500 roupies (13,1 euros) par jour aux pêcheurs au lieu des 75 roupies (1,97 euros) en vigueur.



Navin Ramgoolam et Xavier-Luc Duval proposent la baisse du gaz ménager et du tarif d'électricité de 25%.

L'Alliance morisien du clan Jugnauth ainsi que l'Alliance nationale de Ramgoolam évoque le paiement d'une compensation aux jeunes diplômés, mais sur ce coup-là, le Mouvement militant mauricien (MMM) de Paul Bérenger, plus pragmatique, vise à verser une allocation chômage de 5 000 roupies (131,5 euros) aux jeunes chômeurs de 18 à 25 ans.

Internet gratuit

Tandis que le tandem Ramgoolam/Duval prend l'engagement de ne pas augmenter la TVA, rien de tel n'a été entendu du côté de Jugnauth fils.

Encore plus terre à terre, le MMM propose une aide de 1 000 roupies par mois aux mères de trois enfants pendant trois ans afin de leur permettre de payer les frais d'une crèche. Ce, afin qu'elles puissent avoir un travail. Paul Bérenger va encore plus loin: l'internet sera gratuit aux collégiens et étudiants, ce qui ne sera pas un souci au vu du résultat financier de Mauritius Telecom, la compagnie de télécoms appartenant à l'Etat.

Face à cette avalanche de promesses, le principal syndicat de fonctionnaires invite ces derniers

à voter « intelligemment » et de ne pas favoriser « le plus gros enchérisseur ». De son côté, le chef de l'Eglise catholique mauricienne, le cardinal Maurice Piat met en garde « l'achat direct ou déguisé des votes ».

« Chercher à 'gousser' soudoyer: Ndlr- des citoyens pour qu'ils votent pour un candidat. Cela est un signe de faiblesse qui signifie que le parti reconnaît que le calibre du candidat ne suffit pas pour lui attirer des votes libres. L'émotion et l'excitation qui prennent le dessus sur la réflexion raisonnable. La cascade de promesses à slogans ronflants mais sans lendemain », fait-il ressortir.

« N'abdiquez pas devant votre devoir de voter sous prétexte que la politique est corrompue. Nous avons les politiciens que nous méritons. Ne vendez pas votre vote au plus offrant pour obtenir des faveurs personnelles ou marginales. Ne vendez pas votre conscience pour des gains personnels mais préoccupez-vous du bien commun. Votez pour des personnes en tenant compte de leurs compétences et des valeurs qu'ils promeuvent et non pas en fonction du groupe ethnique auquel ils appartiennent », a aussi souligné le cardinal Piat.

Vel MOONIEEN

Océan Indien

MAYOTTE OISEAUX EN DANGER

La biodiversité perd des plumes

Le Musée de Mayotte accueillait samedi l'association locale de protection des oiseaux, le Gepomay. Son directeur alerte sur un recul d'espèces emblématiques en danger d'extinction, souvent à cause de la présence humaine.

Malgré des programmes de protection, la situation des oiseaux menacés ne s'arrange pas à Mayotte. Des espèces emblématiques comme le crabier blanc ou le faucon pèlerin sont en fort recul et le paille-en-queue, lui aussi menacé, est le dernier oiseau marin à nicher encore sur les côtes mahoraises.

En tout, rappelle Emilien Dautrey, directeur du Gepomay (groupe d'étude et de protection des oiseaux de Mayotte), 151 espèces d'oiseaux ont été identifiées à Mayotte, la plupart de passage. 47 espèces y sont communes mais 36 seulement y nichent de façon régulière. Sur les 151 espèces observées, 137 sont protégées.

Une protection qui ne suffit pas toujours. Vendredi, un faucon pèlerin, une espèce répandue dans le monde mais dont on suspecte que celui de Mayotte puisse être une espèce à part, est mort sous les coups de bâton d'enfants.

Preuve d'une méconnaissance liée à de vieilles croyances qui font des ravages. Une perte « catastrophique » pour Emilien Dautrey puisqu'il n'en reste que 2 couples avérés à Mayotte. L'espèce phare de l'association, c'est le héron crabier blanc, reconnaissable à son bec bleu. Bénéficiant d'un plan national d'action, il est en danger critique d'extinction.

Partenariats avec les éleveurs

L'espèce n'est présente qu'en trois spots de l'océan Indien, et 20% des individus sont à Mayotte. Du moins jusqu'à l'année dernière. « On comptait alors 5 héronnières, des colonies installées dans les mangroves » relate le directeur qui cite des relevés par drone et ULM.

Cette année, les mêmes relevés sont formels, il ne reste que 2 colonies sur toute l'île. La présence humaine dans les mangroves serait

en cause. « Le simple fait de passer à pied dans la mangrove peut inciter les jeunes à sauter du nid, c'est une espèce très sensible au dérangement », analyse le responsable.

Les rats, qui pullulent dans les mangroves et se nourrissent d'œufs, sont aussi une menace, de même que des espèces invasives comme le martin triste qui peuvent s'approprier les habitats des espèces endémiques, et le recul des forêts.

Tout aussi menacé, le héron de humblot, présent uniquement sur quelques sites de Madagascar et une unique zone humide de Mayotte. Sa reproduction dans le lagon n'a été prouvée qu'en 2015, et on ne compte guère plus d'un petit par an.

Pour protéger ces espèces et leur milieu, des actions concrètes sont menées. Des partenariats avec les éleveurs, qui protègent les zones humides pour leurs zébus et favorisent ainsi les échassiers,



L'île compte aussi des espèces endémiques qui se cachent en forêt.

sont mis en place, mais aussi des pièges pour les rats. Et tout espoir de sauver des races en perte de vitesse n'est pas perdu. Ainsi le râle du cuvier, décrété disparu à Mayotte

en 2000, y est de nouveau observé depuis 2009 dans 20 zones humides de l'île. Dès l'année prochaine, la population sera associée aux recherches grâce à la mise en

place d'un programme de science participative, pour compléter des données encore lacunaires sur les populations d'oiseaux de Mayotte.

Yohann DELEU